



A R R E S T  
DU CONSEIL D'ÉTAT  
DU ROI,

*Qui ordonne que le nombre des Imprimeurs de la généralité de  
Montpellier & province du Languedoc, sera & demeurera  
fixé à celui de vingt.*

Du 12 Mai 1759.

*Extrait des Registres du Conseil d'État.*

**L**E ROI étant informé que, nonobstant les règles prescrites par différens arrêts de son Conseil, & notamment par ceux des 21 juillet 1704 & 31 mars 1739, pour prévenir les abus d'un trop grand nombre d'Imprimeries dans le royaume, il s'en feroit établi dans quelques villes ou lieux contre la teneur desdits arrêts, & même sans observer les formalités

prescrites par ceux des 28 février 1723 & 24 mars 1744, pour être admis à l'exercice dudit Art; Sa Majesté auroit jugé à propos de se faire représenter l'état de toutes les Imprimeries qui existent actuellement dans les différentes généralités de son royaume, & d'expliquer définitivement ses intentions à ce sujet, de manière que le nombre desdites Imprimeries, & le sort de ceux qui les tiennent, soit désormais fixé irrévocablement dans chacune desdites généralités, ainsi que l'entière exécution des règles & formalités prescrites pour être admis à l'exercice d'un Art si utile en lui-même, mais qui deviendrait nuisible & à l'art même & à la bonne police du Royaume, s'il étoit trop multiplié : A quoi voulant pourvoir. Oû le rapport, & tout considéré; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, de l'avis de Monsieur le Chancelier, a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LE nombre des Imprimeurs de la généralité de Montpellier & province du Languedoc, sera & demeurera fixé à celui de vingt, savoir, dix pour la ville de Toulouse, deux pour celle de Montpellier, & un pour chacune des villes d'Alby, Béziers, Castres, Mende, Nîmes, Narbonne, Pezenas & le Puy.

#### I I.

LA dixième place d'Imprimeur à Toulouse, actuellement vacante, sera remplie par le nommé Jean-Pierre Faye, ci-devant Imprimeur à Brive, en prêtant par lui le serment en tel cas requis & accoutumé entre les mains du Juge-mage de la sénéchaussée de Toulouse, Sa Majesté le dispensant, par grace & sans tirer à conséquence, des autres formalités prescrites par lesdits arrêts.

#### I I I.

LA place d'Imprimeur actuellement vacante dans la ville de Pezenas, sera remplie par le nommé Joseph Fuzier, en prêtant par lui serment entre les mains des Officiers de police



de ladite ville, Sa Majesté le <sup>3</sup> dispensant, par grace & sans tirer à conséquence, des autres formalités prescrites par lesdits arrêts.

#### I V.

L'IMPRIMERIE établie à Carcassonne sera & demeurera supprimée ; & néanmoins par grace, & sans tirer à conséquence, Sa Majesté a permis & permet à la veuve Coignet de continuer d'imprimer en ladite ville, sa vie durant, sans qu'après son décès ou sa démission ladite Imprimerie puisse être tenue par aucun Imprimeur, même par les enfans de ladite veuve, à peine de cinq cens livres d'amende, & de confiscation des vis, presses & autres ustensiles de ladite Imprimerie.

#### V.

LES Imprimeries établies au Bourg - Saint - Andeol & à Castelnaudary, seront & demeureront supprimées dès-à-présent ; fait Sa Majesté défenses au nommé Chapuis & à Matthieu Domeac d'en continuer l'exercice, à peine de cinq cens livres d'amende, & de confiscation des vis, presses & caractères des Imprimeries.

#### V I.

FAIT Sa Majesté défenses à toutes personnes, sans exception, d'exercer ou faire exercer ledit Art dans aucunes autres villes ou lieux de ladite province, que ceux ci-dessus marqués : Fait pareillement défenses à tous Imprimeurs, sans exception, d'exercer ledit Art dans aucunes desdites villes ou lieux, s'ils n'ont été reçus en la forme prescrite par les réglemens ; le tout à peine de cinq cens livres d'amende, & de confiscation des vis, presses & caractères de leurs Imprimeries. Enjoint Sa Majesté aux Lieutenans généraux de police, d'observer & faire observer exactement les dispositions contenues au présent arrêt ; comme aussi au sieur Intendant & Commissaire départi en la province de Languedoc, de le faire publier

par-tout où besoin sera, de tenir la main à son exécution;  
& d'informer Monsieur le Chancelier des contraventions qui  
pourroient y être faites. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa  
Majesté y étant, tenu à Versailles le douze mai mil sept cent  
cinquante-neuf. *Signé* PHELYPEAUX.

Cod

Wing

folio

52

144

.A1

v.6

no. 149



A PARIS,  
DE L'IMPRIMERIE ROYALE,  

---

M. DCCLIX.